Le Sénat a enfin examiné **en première lecture** ce projet de loi relatif à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine. Si l'on peut regretter le regroupement en un seul texte de ces trois domaines, il affirme cependant le rôle essentiel de la Culture dans notre société, à l'heure où notre mode de vie subit de terribles attaques et il apporte des précisions ou modifications plus techniques dans le domaine du patrimoine et de l'architecture.

En dépit d'apports importants du groupe socialiste, nous nous sommes abstenus, les divergences sur certains articles restant prépondérantes.

I. Création

Article 11A : les pratiques amateurs

Cet article revêt une importance capitale, en particulier en Bretagne, où les activités artistiques amateurs, participent grandement au dynamisme culturel de notre territoire au côté des pratiques professionnelles. Il vise à sécuriser les pratiques amateurs au regard du Code du travail. La droite sénatoriale a voulu les encadrer plus fortement encore et a proposé une réécriture de cet article qui est non satisfaisante. Après échanges avec les fédérations bretonnes, j'ai déposé un amendement visant à rétablissant le texte issu de l'Assemblée Nationale qui, hélas, n'a pas été adopté au Sénat.

Article 17 : les établissements d'enseignement supérieur de la création artistique dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques

Accréditation des établissements d'enseignement supérieur de la création artistique, par arrêté du Ministre chargé de la Culture, après avis du CNESER.

II. Patrimoine culturel et promotion de l'architecture

Article 18 A : le patrimoine immatériel

Modification du code du patrimoine : intégration de la notion de patrimoine immatériel, tel que reconnu par la convention de l'UNESCO de 2003. En France, 41 sites ou biens immatériels ont déjà été classés au titre du Patrimoine immatériel mondial.

Article 18 : une base légale donnée aux missions des FRAC

Afin de protéger les collections (acquises depuis souvent plus de 30 ans par ces organismes) et d'octroyer à l'Etat un rôle protecteur de ces structures et essentiel dans la promotion de

l'art contemporain, un label FRAC sera délivré, sur décision du ministre de la culture, aux personnes morales (publiques ou privées) détenant des collections d'art contemporain et ouvertes au public, qui le demanderont.

Article 18 bis A : création d'un projet scientifique et culturel pour les musées de France

Obligation aux musées de France d'établir un projet scientifique et culturel, indiquant la manière dont ils remplissent leurs missions. Le groupe socialiste a enrichi cet article en introduisant un volet éducatif au sein de ce projet, qui précise les activités et partenariats proposés aux établissements d'enseignement scolaire.

Article 18 bis : définition actualisée des archives

Remplacement du terme « documents » par « données » physiques et numériques, pour être plus en adéquation avec les outils modernes.

Article 18 ter : mutualisation de la conservation des archives numériques entre plusieurs services publics

Possibilité de mutualiser la conservation des archives numériques, entre plusieurs services publics et dans les intercommunalités, dans des conditions qui seront fixées par décret.

Article 18 quater A et B : dispositions relatives aux archives des communes

Organisation des modalités de dépôt auprès de l'autorité compétente, pour les communes < 2000 habitants, et pour celles > 2000, des documents d'état civil de plus de 150 ans et des plans et registres cadastraux qui ne sont plus en service depuis 30 ans et de tous les autres documents de plus de 100 ans, produits ou reçus par la commune.

Révision des typologies documentaires et des délais d'ancienneté nécessaires pour que des archives communales puissent être déposées aux archives départementales : prise en compte des durées d'utilité administrative de ces documents et du délai de communicabilité moyen des documents, soit 50 ans.

Article 19 : renforcer la protection des biens des collections des musées de France

Des précisions complémentaires concernant les modalités de restauration d'un bien appartenant à un Musée de France :

- Nécessité d'une publicité de l'avis de l'instance scientifique consultée avant la restauration d'un bien
- Une possibilité de recours et de mise en demeure, par le Ministre de la Culture, si les travaux de restauration sont réalisés malgré un avis défavorable de l'instance

Article 20 : archéologie et collectivités territoriales

Les services archéologiques des collectivités territoriales ont compétence en matière d'exploitation scientifique des opérations faites sur leur territoire.

Article 21 : création d'un label « centre culturel de rencontre »

Un site patrimonial ouvert au public, géré par une personne morale ou privée, peut, sous certaines conditions, obtenir le label « centre culturel de rencontre ».

Article 23 : dispositions relatives à la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture

Précision et affirmation des compétences de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture :

- Le suivi et la mise en œuvre des servitudes d'utilité publique et des documents d'urbanisme
- L'évaluation des politiques de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel
- La procédure de classement et d'inscription au titre des monuments historiques

Article 24 : modifications diverses du Code du Patrimoine

Adoption d'une nouvelle dénomination de « site patrimonial protégé » qui vise à :

- éviter les démembrements des effets mobiliers attachés à un immeuble classé ou inscrit à l'inventaire ;
- assurer la protection des abords des monuments historiques qui demeure une prérogative de l'Etat ;
- définir, protéger et prévoir les modalités de gestion des domaines nationaux ;
- Grâce à un amendement socialiste, une concertation préalable avec l'Architecte des Bâtiments

de France est obligatoire, avant toute élaboration, révision ou modification du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur et de tout autre plan sur un site patrimonial protégé.

- L'EPCI devra donner son accord préalablement à la décision de classement d'une commune au titre des sites patrimoniaux protégés, avec l'accord des collectivités concernées pour la gestion des sites patrimoniaux protégés non couverts par un PSMV.

Article 26 ter : plateformes énergétiques territoriales

Mise en place de « plateformes énergétiques » territoriales (gérées par des collectivités territoriales, des associations, des CAUE) qui dispensent des conseils aux personnes désireuses d'entreprendre des travaux de rénovation énergétique.

Ces CAUE doivent apporter « leur regard architectural » sur tout projet de rénovation énergétique.

Article 26 quater : recours à des professionnels de l'aménagement et du cadre de vie pour la construction de lotissement

Modification de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture et du code de l'urbanisme : recours à un architecte présentant, ou réunissant auprès de lui, les compétences nécessaires en matière d'urbanisme et de paysage, pour la réalisation d'un projet architectural, paysager et environnemental quand il est situé dans un lotissement.

Article 26 quinquies : abaissement du seuil de recours obligatoire à un architecte pour les constructions des particuliers

Cet article prévoit un abaissement à 150 mètres carrés du seuil de recours obligatoire à l'architecture, pour un particulier, excluant les bâtiments à usage agricole.

Article 26 undecies : dérogations aux règles de construction pour l'Etat et les collectivités

Dispositif expérimental pour 7 ans, pour permettre à l'État, aux collectivités territoriales et aux organismes d'habitation à loyer modéré de déroger à certaines règles de construction pour la réalisation d'équipements publics et de logements sociaux à condition d'atteindre des résultats qui seront fixés par décret en Conseil d'État.

III. Habilitations à légiférer par ordonnance

Article 32 ter : extension du droit à se porter partie civile en cas de destruction ou dégradation d'un bien classé

Le droit à se porter partie civile est étendu, par cet article, à l'ensemble des associations ayant pour objet la protection du patrimoine, en cas de destruction ou dégradation d'un bien classé ou inscrit, d'un vestige archéologique, ou d'un bien d'un Musée de France.

Article 33 bis A : instauration d'un périmètre de 10 000 mètres entre les éoliennes et les monuments historiques

La droite sénatoriale a introduit l'obligation d'obtenir l'avis conforme de l'Architecte des bâtiments de France pour installer une éolienne visible depuis un immeuble classé, un monument historique ou un site patrimonial protégé, **dans un périmètre de 10 kilomètres**, amendement auquel le groupe socialiste s'est opposé. En Finistère, les lieux les plus propices à l'implantation d'éoliennes correspondent également à des zones protégées du littoral. Les instances de concertation existantes et les groupes de travail du schéma régional éolien fixent déjà un cadre précis à l'installation des éoliennes.

Article additionnel après l'article 35 : subventions aux petites salles de cinéma par les EPCI

Cet article, introduit par un amendement socialiste, offre la possibilité pour les EPCI de verser des subventions aux petites salles de cinéma, pour assurer l'accès de tous à la Culture.